

dois me servir de ce mot) est solidement barrée, que personne ne peut entrer. Les journaux, dit-il, publient des bulletins auxquels il ne faut pas ajouter foi, des bulletins mensongers, et nous ignorons complètement comment se porte le malade qui est enfermé dans cette chambre-là. Les médecins surveillent de très près l'atmosphère de la chambre d'un malade, et il leur arrive souvent de faire évacuer la pièce. La personne enfermée dans la chambre doit, semble-t-il, porter quelques-uns des symptômes qui se manifestent chez le malade lorsque le médecin met les visiteurs à la porte, car tous ceux qui ont été admis dans la chambre ont été congédiés les uns après les autres et on les voit errer à droite et à gauche; d'où il faut conclure que si on les a mis à la porte, c'est parce que le malade est devenu trop nerveux pour supporter leur présence.

Quand une personne tombe malade, elle devient irritable; cela, chacun de nous le sait aussi bien que les médecins. Il n'est pas bon de lui laisser sous la main ou sous les yeux certaines choses dont l'aspect lui était habituellement tolérable. Lorsque les choses commencèrent à se gâter dans la chambre, il s'y trouvait certaines personnes que le malade aimait assez peu; or, se voyant entourés d'hommes tels que M. Calder, M. Sifton . . .

M. L'ORATEUR: A l'ordre!

M. MCKENZIE: M. Crerar et autres, le malade a dû se demander ce que ces Philistins faisaient là et ce qui les amenait en ce lieu. On les mit donc à la porte.

Vous me pardonnerez sans doute, monsieur l'Orateur, de désigner ces honorables collègues par leurs noms, car mon allusion ne les vise pas en tant que membres de la Chambre. Je parlais au figuré en disant qu'on les a fait sortir de la chambre d'un malade, et si j'ai enfreint le règlement de la Chambre, je vous prie de me le pardonner.

Telle est donc la situation du ministère; mais le chef du Gouvernement est devenu si facile à contenter qu'il peut maintenant dire que tout va à merveille, que le Gouvernement peut indéfiniment poursuivre son œuvre comme à présent, et que seule la vieille coutume voulait que le cabinet fût au complet et chaque ministère pourvu d'un chef. Le très honorable ministre a découvert qu'on peut se passer de ces hommes-là et qu'il y a économie d'argent, épargne de temps et tout profit à laisser subsister des vacances dans le cabinet. Il im-

porte peu, disait-il hier, que le corps ait un grand nombre de têtes.

Ne conviendrait-il pas de demander à certains ministériels ce qu'ils pensent du Gouvernement actuel? Je me garde de faire connaître mon propre sentiment, car, je suis assez honnête pour l'avouer, l'opinion que je donnerais ne serait peut-être pas très impartiale. Mais le ministère a des amis, des gens qui ont toujours eu bonne opinion de lui, et nous serions curieux de savoir ce qu'ils pensent du régime actuel. Le chef du Gouvernement ne trouverait pas mauvais que l'on assignât comme témoin le rédacteur de la "Gazette", de Montréal, et qu'on l'interrogeât sur la question de la chose publique et sur le Gouvernement qui préside aux destinées du pays. Il trouverait juste que l'on invoque le témoignage d'un tel homme, parce qu'il rédige un journal important qui se publie depuis longtemps au Canada. C'est un journal bien renseigné sur les affaires du pays, un journal qui eut toujours plus que des ménagements pour le parti conservateur. Mon très honorable ami trouverait donc fort juste que l'on fit au rédacteur de ce journal-là quelques questions sur le Gouvernement actuel.

Nous invoquerons donc le témoignage du rédacteur de la "Gazette", mais je veux d'abord donner lecture à ce témoin de certain écrit publié il n'y a pas longtemps dans la page de rédaction de son journal. La "Gazette" disait alors que le parti unioniste était divisé, qu'il n'avait plus de raison d'être et que, ayant atteint son objectif, il rentrait, pour ce qui concerne le et, il rentrait, pour ce qui concerne le corps électoral, à ses origines. Reportons-nous plutôt au texte même:

Sous les plus heureux auspices, l'art de gouverner est extrêmement difficile, mais un ministère sans chef et dépourvu de politique doit faire le désespoir de ses amis. Le public a la mémoire courte et la reconnaissance populaire est chose inconnue. Au corps électoral il faut un guide, un programme politique, une association avec ceux qui lui demandent confiance; or, le Gouvernement n'offre ni direction, ni principes et n'est pas en rapport intime avec le peuple.

Cette situation n'est pas née d'hier. Son existence remonte à la conclusion de la guerre. Depuis lors on a tenté plus d'une fois d'établir une coalition permanente, mais inutilement. Les ministres ont démissionné les uns après les autres et la situation est devenue embarrassante pour le Gouvernement et décourageante pour les partisans de celui-ci.

Voilà ce que déclarait cet ami éprouvé et fidèle du Gouvernement. Qu'on me permette de poser au témoin quelques questions:

Qui donc est le chef du parti tory, à la Chambre des communes? Et la réponse est